

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 21 février 2024

Nos réf. : SAU/CL/MT n° 24-81

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/05/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **MGG INDUSTRIES**

ZAC des Coteaux - Route de Longueperte  
Lieu-dit « Gratte Grue » - 10400 PONT-SUR-SEINE

Code AIOT : 0005702870

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 mai 2023 dans l'établissement MGG INDUSTRIES implanté ZAC des Coteaux - Route de Longueperte - Lieu-dit de Gratte Grue - 10400 PONT-SUR-SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La société MGG fait l'objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° PCICP2023101-0003 daté du 11 avril 2023 imposant de respecter, sous 3 mois, les prescriptions relatives à la mise en place d'une rétention et d'une alarme, et à la transmission d'un rapport de synthèse de l'exercice annuel de confinement, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1<sup>er</sup> juin 2012. De plus, la société MGG a fait l'objet de l'arrêté préfectoral d'une mise en demeure n° DDT-SG-2015300-0002 du 27 octobre 2015, dont les échéances sont échues et non respectées (une astreinte financière journalière ayant été engagée).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du recollement des arrêtés préfectoraux susmentionnés.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MGG INDUSTRIES
- ZAC des Coteaux - Route de Longueperte - Lieu-dit de Gratte Grue – PONT-SUR-SEINE (10400)
- Code AIOT : 0005702870
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société MGG Industrie possède des ateliers spécialisés en :

- injection plastique
- fonderie zamak
- découpage et emboutissage
- découpe laser, jet d'eau et tôlerie à commande numérique
- traitement de surface

A ce titre elle dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012153-0004 du 1<sup>er</sup> juin 2012, d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 2014107-0005 du 17 avril 2014, d'un arrêté préfectoral complémentaire n° 2015009-0009 du 9 janvier 2015.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- [Situation administrative, Risques chroniques, Risques accidentelle](#)
- [Recollement des arrêtés préfectoraux de mise en demeure et d'astreintes journalières](#)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention	AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1	Sans objet
2	Système d'alarme	AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1	Sans objet
3	Système de confinement	AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1	Sans objet
4	Nature des installations	AP de Mise en Demeure du 07/10/2015, article 1	Sans objet
5	Gestion de l'établissement	AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1	Sans objet
6	Suivi, interprétation et diffusion des résultats	AP de Mise en Demeure du 07/10/2015, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société MGG a fait l'objet de deux arrêtés de mise en demeure le 27 octobre 2015 et le 11 avril 2023, et d'une astreinte financière jusqu'à la mise en conformité de certains écarts constatés lors de la visite d'inspection du 6 juin 2022.

La société MGG a entrepris des actions afin de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de porter-à-connaissance. Ce porter-à-connaissance est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

La visite d'inspection du 23 mai 2023 a permis de constater des actions de remédiation (mise sur rétention des produits, auto-surveillance,...) répondant aux mises en demeure

Au vu de ce qui précède, il est proposé à Madame la Préfète de l'Aube d'abroger les arrêtés de mise en demeure et, au vu des actions engagées, de ne pas recouvrir l'astreinte financière.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS MGG INDUSTRIES, dont le siège social est situé ZAC des Coteaux – Route de Longueperte – 10400 PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter sous 3 mois les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2012 relatif à la mise en place de rétention sous les stockages temporaires de produits liquides susceptibles de polluer les eaux ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Les produits liquides dangereux sont stockés sur des rétentions adaptées. Cependant, lors de la visite, 7 cuves n'étaient pas sur des bacs de rétention. L'exploitant s'est engagé à placer ces cuves sur rétention le plus rapidement possible. L'exploitant a envoyé le 8 juin 2023 des photos démontrant que les bacs de rétention ont été mis sur rétention.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Système d'alarme

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Alarme
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS MGG INDUSTRIES, dont le siège social est situé ZAC des Coteaux – Route de Longueperte – 10400 PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter sous 3 mois les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 7.5.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2012 relatif à la mise en place d'une alarme permettant le déclenchement de la procédure d'alerte ;</li></ul>
<b>Constats :</b> Les installations de traitement de surface disposent de capteurs automatiques de détection de fuite dans les bacs de rétention.
<b>Observations :</b> La procédure d'alerte est à mettre à jour au fur et à mesure des évolutions et besoin du site. La procédure sera vérifiée lors des prochaines visites d'inspection. Le fonctionnement du dispositif de détection n'a pas été vérifié lors de la visite.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Système de confinement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 11/10/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> La société SAS MGG INDUSTRIES, dont le siège social est situé ZAC des Coteaux – Route de Longuepierre – 10400 PONT-SUR-SEINE, est mise en demeure de respecter sous 3 mois les dispositions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• Article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juin 2012 relatif à la transmission du rapport de synthèse de l'exercice annuel de mise en place du système de confinement .</li></ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne présente pas de rapport d'exercice annuel de mise en place du système de confinement. En effet, l'exploitant déclare qu'aucun organisme de formation n'étant en mesure de diligenter une formation ; l'exploitant a ainsi mandaté une société afin de créer un programme sur mesure. Dans son courrier du 24 juillet, l'exploitant déclarait que la formation serait effectuée d'ici la fin juillet 2023. Lors d'un entretien téléphonique, le 14 novembre 2023, l'exploitant déclare que la formation ne se tiendrait qu'en janvier 2024. En février 2024, l'exploitant a fait parvenir à l'Inspection des Installations Classées, un courriel daté du 14 février 2024, de la société formatrice confirmant une session de formation à la gestion des vannages, à la procédure incendie et au RIA le 5 mars 2024. L'action de formation fera l'objet d'un point de contrôle lors de la prochaine visite d'inspection. Il est utilement rappelé que l'exploitant doit annuellement organiser, sous sa responsabilité, un exercice de confinement, en application de l'article 7.5.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1 <sup>er</sup> juin 2012.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : "Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées."
<b>Constats :</b> Le 16 novembre 2022, la société MGG Industries a informé l'Inspection des Installations Classées de la modification de son installation par le dépôt d'un porter à connaissance. Le porter à connaissance concerne : <ul style="list-style-type: none"><li>- le changement d'exploitant,</li><li>- le transfert des activités vers le nouveau site,</li><li>- la mise à jour du tableau des rubriques vis-à-vis des activités actuelles.</li></ul> Les modifications d'activités portent sur les rubriques 3260 « traitement de surface » et 2560 « travail mécanique ». Le dossier de porter à connaissance est en cours d'instruction.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 5 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 27/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Dossier
<b>Prescription contrôlée :</b> Chapitre 2.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation: L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dossier de demande d'autorisation initial;</li><li>• les plans tenus à jour;</li><li>• les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration, non couvertes par un arrêté d'autorisation ;</li><li>• les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;</li><li>• tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ;</li><li>• ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.</li></ul> Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 10 années au minimum.
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le dossier « papier ». Un contrôle par sondage a permis de vérifier que les pièces du dossier étaient conformes aux attendus.
<b>Observations :</b> L'exploitant devra veiller à la bonne tenue de ce dossier dans le temps. Ce point pourra faire l'objet d'un point de contrôle lors d'une prochaine visite d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Suivi, interprétation et diffusion des résultats

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 07/10/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto-surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 9.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation : Trimestriellement, l'exploitant transmet son rapport de synthèse à l'inspection des installations classées. Mensuellement, l'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées une synthèse de l'autosurveillance du mois. Cette transmission pourra être électronique.
<b>Constats :</b> Dans son courrier du 24 juillet 2024, l'exploitant a transmis, en annexe, les résultats d'autosurveillance. Les résultats n'appellent pas de remarques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite